



## Programmes et activités de formation

### Forum national sur la traite de personnes

Les 23 et 24 mars, Sécurité publique Canada (SP) a tenu son Forum national annuel sur la traite de personnes en partenariat avec la Fondation canadienne des femmes. L'événement a eu lieu à Toronto, en Ontario, et plus de cent personnes y ont participé, représentant des organismes responsables de l'application de la loi, des ONG et les secteurs gouvernementaux provinciaux et fédéraux. L'événement de deux jours incluait des séances plénières, des ateliers concurrents et la présence d'un conférencier d'honneur, ainsi qu'un café du monde comportant quatre thèmes principaux : les causes profondes; les principes d'orientation des politiques; les améliorations des interventions en première ligne; et sortir des sentiers battus. La sous-ministre adjointe de SP, Gina Wilson, et la PDG de la Fondation canadienne des femmes, Scheherazade Hirji, ont ouvert l'événement en reconnaissant la Première nation des Mississaugas de New Credit et en accueillant les participants au Forum.

Le gouvernement de l'Ontario a été l'hôte d'une réception des ministres à laquelle ont participé l'honorable Yasir Naqvi, ministre de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels (maintenant Procureur général de l'Ontario), et l'honorable Tracy MacCharles, ministre des Services à l'enfance et à la jeunesse et ministre déléguée à la Condition féminine de l'Ontario (maintenant ministre déléguée à la condition féminine et ministre responsable de l'Accessibilité). Tous les deux ont parlé de l'importance des efforts de lutte contre la traite de personnes. Kathy Thompson, sous-ministre adjointe, Secteur de la sécurité communautaire et de la lutte contre le crime, SP, a parlé de l'engagement continu du gouvernement fédéral en ce qui concerne la lutte contre la traite de personnes. Le gouvernement de

l'Ontario a également tenu un déjeuner de travail pour présenter un rapport d'étape sur sa prochaine stratégie de lutte contre la traite de personnes, qui devrait être approuvée en juin 2016.

L'objectif de l'événement était d'inviter des intervenants de tout le pays afin de discuter des lacunes actuelles en ce qui concerne les efforts de lutte contre la traite de personnes, des domaines potentiels de collaboration, des pratiques exemplaires, et de déterminer les tendances à mesure que nous avançons. Le Forum de cette année a offert une belle occasion de mener une large consultation, de recueillir les perspectives et points de vue divers des personnes qui ont été victimes de la traite, de femmes autochtones, d'organismes d'application de la loi, de représentants gouvernementaux et de fournisseurs, ainsi que de travailleurs du sexe.

Les recommandations concernant les mesures à prendre étaient axées sur un certain nombre de domaines, y compris : la formation à l'intention des médias, des procureurs, des organismes de l'application de la loi et des fournisseurs de service de première ligne; la collecte de données probantes; la sensibilisation et des programmes dirigés par les pairs; les programmes qui tiennent compte de contextes culturels et géographiques particuliers; et les services enveloppants pour les survivants.

### Campagne éclair de l'Ottawa Coalition to End Human Trafficking Training (OCEHT)

Chaque année, en janvier (mois de la sensibilisation à la traite de personnes) et en juin, la Coalition offre des séances de formation du formateur, ainsi qu'une formation aux fournisseurs de services traditionnels et non traditionnels. Les séances de formation sont offertes gratuitement dans un lieu choisi par la



Coalition (ou sur le site d'une organisation qui en fait la demande) et se concentrent sur une période de huit jours. La dernière campagne éclair de formation a eu lieu du 4 au 11 juin 2016. Pour vous inscrire à la prochaine campagne éclair de formation, veuillez consulter l'ordre du jour affiché sur la page de formation de l'OCEHT à l'adresse

<http://www.endhumantrafficking.ca/training-blitz/> pour connaître les dates et les heures des séances de formation et pour remplir et soumettre un formulaire de demande de formation, disponible à l'adresse : <http://www.endhumantrafficking.ca/training-request-form/>

### **Atelier: Travailler avec les familles de jeunes exploités sexuellement et victimes de la traite**

L'association *Children of the Street Society* a récemment tenu un atelier gratuit sur la façon de travailler avec des familles de jeunes exploités sexuellement et victimes de la traite. L'atelier a eu lieu durant la Semaine nationale des victimes et survivants d'actes criminels et était ouvert aux fournisseurs de services et au grand public. L'atelier portait sur la trousse d'outils récemment publiée, intitulée « Sexual Exploitation and Trafficking of Children and Youth in Canada » (l'exploitation sexuelle et la traite d'enfants et de jeunes au Canada). Chaque participant a reçu une copie papier de cette trousse d'outils. Cette formation a été financée par le ministère de la Justice Canada.

### **Les villes d'Abbotsford et de One Hundred Mile s'attaquent à la traite de personnes**

À l'automne 2015, le Bureau de lutte contre la traite de personnes (OCTIP) du ministère de la Sécurité publique et du Solliciteur général de la Colombie-Britannique a tenu deux ateliers de formation du formateur sur la traite de personnes, à Abbotsford et à One Hundred Mile House. Ces ateliers, organisés par le One Hundred Mile House and the District Women's Centre et les Abbotsford Community Services, ont attiré beaucoup de participants. Les ateliers de formation du formateur de l'OCTIP permettent aux fournisseurs de service de première ligne d'en apprendre plus au sujet des indicateurs de la traite de personnes et des moyens efficaces pour aider les personnes victimes de la traite. Ils permettent aussi de former des fournisseurs de service et des dirigeants pour leur permettre de travailler avec leurs communautés afin de mettre au point un plan d'intervention continue contre la traite de personnes, y

compris l'élaboration d'activités de prévention que la communauté pourra mettre en œuvre à la suite de l'événement.

Au cours des quatre dernières années, l'OCTIP a tenu des ateliers de formation du formateur dans dix communautés de la C.-B. : Williams Lake, Prince George, Prince Rupert, la Première nation de Sauleau (Chetwynd), la nation Nisga'a (New Aiyansh), Kamloops, Quesnel, Courtney, One Hundred Mile House et Abbotsford.

Ces ateliers ont été financés par le Fonds d'aide aux victimes du ministère de la Justice.

### **Projet « Guacamole for Justice » : un atelier qui se penche sur la situation critique des travailleurs agricoles migrants**

En novembre 2015, l'OCTIP de la C.-B. a collaboré avec la Migrant Workers Dignity Association, la West Coast Domestic Workers Association, KAIROS, Co Development Canada, des membres d'organisations communautaires religieuses, et d'autres organisations sur le projet « Guacamole for Justice », qui a contribué à sensibiliser le public à l'exploitation sur le marché de l'emploi et à la traite de travailleurs agricoles migrants. Les participants à l'atelier ont préparé du guacamole avec des légumes récoltés par des travailleurs étrangers temporaires; ils ont écouté les expériences de travailleurs agricoles migrants qui font face à un certain nombre d'obstacles qui les rendent vulnérables à l'exploitation et à la traite de personnes, et ils ont pris part à des discussions au sujet de l'exploitation sur le marché du travail.

### **Projet Fesquire**

Le 17 novembre 2015, des membres du Groupe intégré sur le crime organisé – Nord de la GRC (Saskatoon) ont lancé le projet Fesquire sur le trafic d'escortes et de travailleuses du sexe. L'objectif principal du Projet Fesquire est de relever tout cas de traite de personne impliquant des escortes et des travailleuses du sexe en Saskatchewan et au niveau national et d'enquêter sur ces incidents. Le projet Fesquire comprend également l'éducation des escortes et des travailleuses du sexe au sujet de la santé, la sécurité et la traite de personnes.

Le Groupe intégré sur le crime organisé – Nord est entré en contact avec des escortes et des travailleuses du sexe pour discuter de questions liées à la traite de personnes et a été accueilli positivement. Les escortes

et travailleuses du sexe ont indiqué être ravies de constater l'approche proactive adoptée par la police et les efforts déployés pour localiser et aider les victimes de la traite de personnes.

En mars 2016, le Groupe intégré sur le crime organisé – Nord a été contacté par une escorte qui avait été informée de l'approche proactive adoptée par le Groupe. Des membres du Groupe ont rencontré l'escorte qui avait affiché, sur un blogue utilisé par les escortes et les travailleuses du sexe, les noms et les coordonnées des agents, pour encourager toutes les victimes de la traite de personnes à communiquer immédiatement avec le Groupe.

Au 5 mai 2016, le Groupe intégré sur le crime organisé – Nord avait mené neuf opérations à divers endroits de la Saskatchewan et avait parlé avec quelque 23 escortes et travailleuses du sexe concernant la santé, la sécurité et la traite de personnes. Le Groupe poursuivra le projet Fesquire pour tenter de localiser des victimes de la traite de personnes et de mettre fin à tout réseau de traite de personnes détecté, aussi bien au niveau provincial que national.

### **SWAN Vancouver : les préjudices cachés de la lutte contre la traite de personnes**

En octobre 2015, la SWAN Vancouver Society a animé une soirée de dialogue critique et de recherche avec l'objectif de détruire les préjudices cachés de l'industrie de la lutte contre la traite de personnes. Des conférenciers ont présenté de nouvelles recherches et ont discuté des tendances inquiétantes en ce qui a trait à l'information, aux campagnes et au financement liés à la lutte contre la traite de personnes.

Les présentations peuvent être consultées à l'adresse <http://swanvancouver.ca/anti-trafficking-2/>

Le forum a également servi de plateforme pour lancer une trousse d'outils de sensibilisation élaborée par la SWAN Vancouver Society et intitulée « Im/migrant Sex Workers, Myths and Misconceptions: Realities of the Anti-Trafficked » (les travailleuses du sexe immigrantes, mythes et idées fausses : les réalités de la lutte contre la traite). Cette trousse d'outils a été créée à la suite de vastes consultations, travaux sur le terrain et efforts de collaboration et de recherche sur les lois pénales au Canada en matière d'immigration et de lutte contre la traite de personnes.

Elle fournit aux intervenants suivants des directives et des renseignements précis sur la façon d'interagir de façon respectueuse avec des immigrants et des

travailleuses du sexe immigrantes : les fournisseurs de services sociaux, les fournisseurs de soins de santé, le personnel de soutien aux immigrants, les communautés confessionnelles, l'ASFC, la police, les agents d'application de règlements administratifs, les chercheurs, les décideurs politiques, les médias et le grand public.

<http://swanvancouver.ca/wp-content/uploads/2014/01/Realities-of-the-Anti-Trafficked.pdf>

### **Guyana : [Conférence sur les droits des enfants et les entreprises dans le secteur de l'extraction]**

Le 18 janvier 2016, [UNICEF Guyana](#), en collaboration avec [UNICEF Canada](#) et le [Haut-commissariat du Canada](#), a tenu une [Conférence sur les droits des enfants et les entreprises dans le secteur de l'extraction], à Georgetown, au Guyana. Le secteur minier joue un rôle important dans l'économie du Guyana et a de grandes répercussions sur les enfants, en particulier ceux des communautés de l'arrière-pays. Ces répercussions incluent la traite de personnes, le décrochage scolaire, des grossesses chez les adolescentes, l'exploitation et la violence. UNICEF Guyana et UNICEF Canada ont réuni des intervenants clés des gouvernements, de la société civile et du secteur minier pour renforcer leurs capacités en matière de droits des enfants, discuter des effets de l'industrie minière sur le bien-être des enfants et déterminer les interventions prioritaires et les prochaines étapes de façon à ce que les enfants soient protégés et puissent grandir dans un environnement sécuritaire. Les prochaines étapes proposées incluent une collaboration avec le gouvernement pour examiner ses politiques du point de vue des droits des enfants, la création de partenariats pour une mise en œuvre à l'échelle nationale et régionale et l'élaboration de plans d'action pour la surveillance du respect des droits de l'enfant dans ce secteur. Pour lire un article de la presse locale à ce sujet :

<http://guyanachronicle.com/forum-spotlights-rights-of-children-in-mining-sector/>. Pour de plus amples renseignements, veuillez envoyer un courriel à [csr@unicef.ca](mailto:csr@unicef.ca)

# Ressources et nouvelles initiatives

## Nouveaux partenariats et nouvelles collaborations pour lutter contre la traite de personnes à Montréal

Chaque année, Montréal est la destination de plusieurs événements d'envergure et de renom international. Ces événements attirent des gens dans la métropole, incluant un grand nombre de visiteurs de partout dans le monde. Il est connu des autorités que les événements d'envergure peuvent contribuer à l'augmentation de demandes de services sexuels dans la métropole. Les événements d'envergure requièrent une attention particulière des autorités, en ce qui concerne les mandats respectifs de la sensibilisation et la lutte contre l'exploitation sexuelle, qui inclut la traite de personnes.

Cette été, la Gendarmerie royale du Canada en partenariat avec le Service de police de la ville de Montréal et en collaboration avec l'Agence des services frontaliers du Canada et diverses autorités américaines, soient United States Attorney's Office, Federal Bureau of Investigation, Homeland Security Investigations, United States Border Patrol and Customs and Border Protection, vont mettre en place une campagne de sensibilisation ainsi que plusieurs mesures de prévention et perturbation des réseaux impliqués dans l'exploitation sexuelle.

La campagne de sensibilisation visera à sensibiliser la population et les visiteurs lors des événements d'envergure au sujet de l'exploitation sexuelle. Elle prévoit l'utilisation des médias sociaux, la création d'affiches informatives concernant l'exploitation sexuelle et la distribution de dépliants destinés à aider les possibles victimes de traite de personnes. De plus, des mesures de prévention et perturbation seront mises en place afin de frapper des réseaux impliqués dans l'exploitation sexuelle, entre autres, celle des jeunes mineurs.

### « Freedom Collaborative » : une plateforme en ligne pour mettre fin, ensemble, à la traite de personnes

Freedom Collaborative est un projet de partenariat entre Chab Dai et Liberty Asia, relancé en février 2016. D'abord lancé comme projet pilote aux États-Unis en 2012 sous le nom de « Freedom Registry », Freedom Collaborative est une plateforme

en ligne qui cherche à intégrer toutes les facettes du mouvement de lutte contre la traite en permettant aux défenseurs des droits, praticiens, décisionnaires et chercheurs de contribuer à sa base collective de connaissances et d'en tirer parti. En utilisant la « Freedom Library », le « Freedom Registry » international et la carte collaborative interactive de la plateforme, les personnes qui ont à cœur de défendre la cause ont la possibilité de communiquer, de s'échanger des ressources et de collaborer en temps réel.

Pour explorer la plateforme Freedom Collaborative, vous devez d'abord vous y inscrire (un processus simple) et, le cas échéant, créer un profil pour votre organisation. En vous y inscrivant, vous rejoignez une communauté de plus de 1000 personnes et de plus de 200 organismes à l'échelle mondiale. La plateforme vous permet de participer à des discussions hebdomadaires, d'avoir accès à des centaines de ressources et de voir ce qui se passe dans votre communauté, et partout dans le monde, en ce qui concerne la lutte contre la traite de personnes. Inscrivez-vous dès aujourd'hui, à l'adresse [www.freedomcollaborative.org](http://www.freedomcollaborative.org).

### L'action de l'Ontario dans la lutte contre la traite de personnes

En février 2016, le gouvernement de l'Ontario a pris l'engagement d'élaborer une stratégie provinciale exhaustive centrée sur les survivants en ce qui a trait à la lutte contre la traite de personnes. Le gouvernement de l'Ontario travaille sur l'élaboration de cette stratégie en consultation avec le secteur judiciaire et des experts de la communauté. Neuf consultations avec diverses organisations et personnes spécialisées dans la lutte contre la traite de personnes ont été organisées dans toute la province de l'Ontario, au cours de l'hiver et du printemps.

Reconnaissant l'importance des partenariats entre les divers secteurs et ordres de gouvernement, en mars 2016, le gouvernement de l'Ontario a convoqué une session extraordinaire pour parler avec des experts et des dirigeants communautaires de tout le Canada lors du Forum national annuel sur la traite de personnes organisé par Sécurité publique Canada et la Fondation canadienne des femmes.

Plus de 200 participants ont pris part aux consultations sur la traite de personnes du gouvernement de

l'Ontario, notamment des représentants du secteur de la lutte contre la violence faite aux femmes, des intervenants offrant des services de première ligne et du soutien aux survivants, des représentants d'organismes autochtones, d'organismes de soutien aux immigrants et aux travailleurs migrants, de groupes de recherche et de défense des droits, de la police et de la sécurité publique, et des survivants de la traite de personnes.

Le gouvernement de l'Ontario a annoncé sa stratégie récemment. Pour de plus amples renseignements, visitez les sites web des ministères ou l'adresse suivante : <https://news.ontario.ca/newsroom/fr>.

### **Un modèle pour stimuler l'aide aux victimes de la traite de personnes**

Un nouveau plan exhaustif et coordonné de lutte contre la traite à des fins sexuelles, qui comprend notamment plus de soutien pour les jeunes femmes victimes, a été lancé par Covenant House Toronto. Le plan sera soutenu au cours des cinq prochaines années par une campagne de financement de 10 millions de dollars, incluant un financement gouvernemental important, ainsi que des dons du secteur privé.

« Notre objectif est d'offrir un leadership et de créer des partenariats communautaires pour offrir l'aide essentielle dont ont besoin ces jeunes femmes et prévenir cet horrible crime », a déclaré Bruce Rivers, directeur exécutif de Covenant House. Covenant House est le plus grand organisme du pays pour les jeunes sans-abri.

Bien que les jeunes sans-abri courent un risque élevé d'être victimes de la traite, M. Rivers a expliqué que de jeunes femmes et fillettes naïves sont aussi leurrées dans les centres commerciaux, les cours d'école et en ligne. L'organisme a vu le nombre de ses cas de traite et d'exploitation sexuelle augmenter de 130 % l'an dernier; ce nombre s'établissant à 46.

Le « Urban Response Model » de Covenant House propose des mesures allant de la prévention à de meilleurs services pour les victimes, notamment son programme de logement de transition et un volet de recherche et d'évaluation pour évaluer les services qui seront offerts.

Le programme de logement, la pièce maîtresse de ce plan, devrait être lancé à l'automne. La maison s'appellera la « Rogers Home ». Jusqu'à

sept résidents, âgés de 16 à 24 ans, pourront rester en même temps dans la maison, pendant une période maximum de deux ans et y recevront une aide à la transformation, y compris du counseling en matière de traumatismes et de toxicomanie, un apprentissage de l'autonomie fonctionnelle et un soutien scolaire et professionnel.

Toronto Community Housing (TCH) loue la maison à un prix annuel très modique et la ville de Toronto rénove le bâtiment et soutient deux lits de crise réservés – une première dans la ville.

Covenant House travaille également en partenariat avec plus de 10 importants organismes de services à la jeunesse ayant de l'expertise dans le domaine des traumatismes et toxicomanies, avec les services de police et des juristes et hôpitaux pour mettre en œuvre le plan.

Élaboré au cours des deux dernières années, les points saillants du « Urban Response Model » incluent :

#### Prévention et intervention précoce :

- Un programme multimédia et des présentations en milieu scolaire pour informer les jeunes filles au sujet des signes du leurre et de la traite de personnes.
- Des séances de formation à l'intention des personnes travaillant dans des domaines pertinents, comme les membres du personnel d'hôtels, pour les aider à détecter tout incident potentiel de traite et de leurre.

#### Services : (intervention de crise, stabilisation, transition et indépendance)

- Plan d'urgence et équipe d'intervention 24 heures sur 24 et lits de crise réservés.
- Gestion de cas et aides personnalisées (plans de sécurité, soutien juridique, counseling en matière de traumatismes et de toxicomanie)
- Un programme de logement de transition avec des services enveloppants
- Un mentorat par les pairs, la promotion de la santé et un accès aux appartements communautaires de l'organisme.

### Recherche et évaluation :

- Une analyse des lacunes des services et systèmes existants
- Une évaluation des stratégies et des plans de prévention et d'intervention
- Une évaluation du modèle de programme et du protocole d'intervention d'urgence
- L'élaboration de ressources pour les partager ensuite sur un carrefour en ligne.

### **L'exploitation sexuelle et la traite des enfants et des jeunes au Canada**

La Children of the Street Society a récemment élaboré une trousse d'outils pour les parents de jeunes à risque ou touchés par l'exploitation sexuelle et la traite de personnes. La trousse d'outils est conçue pour informer les parents au sujet de l'exploitation sexuelle et la traite de personnes, leur permettant ainsi de reconnaître les signes avant-coureurs, de protéger leurs enfants contre l'exploitation et de les doter de stratégies et d'outils, pour gérer ce problème s'il advenait que leurs enfants en soient victimes. Ce projet a été financé par le ministère de la Justice Canada.

Une version PDF de la trousse d'outils est disponible à l'adresse : [www.childrenofthestreet.com/parents](http://www.childrenofthestreet.com/parents)

### **Rompre le lien entre la pornographie et la traite de personnes**

Linda Smith et Cindy Coloma, auteures de *Renting Lacy: A Story of America's Prostituted Children*, affirment que de nombreuses femmes et de nombreux enfants sexuellement exploités et victimes de la traite de personnes sont également utilisés pour la production de matériel pornographique. Il arrive que des activités de prostitution soient filmées sans le consentement de la victime et que ce matériel soit distribué. Se fondant sur ses propres recherches, et sur des décisions juridiques, Melissa Farley affirme que la pornographie, la prostitution et la traite sont inextricablement liées.

Étant entendu qu'il existe un lien entre la pornographie et la traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle, Defend Dignity a entrepris une campagne, « [Family Friendly Wi-Fi](#) », dans le but de convaincre les propriétaires de lieux de rencontre publics, en particulier ceux pouvant être fréquentés par des enfants, de filtrer leur service Wi-Fi. « Les amateurs

de pornographie juvénile et les prédateurs sexuels veulent éviter d'être repérés. Le Wi-Fi public sans filtration, interdisant la pornographie, offre une zone protégée pour les délinquants et expose les enfants à des risques », dit Jennifer Richardson, experte provinciale en matière d'exploitation infantile et gestionnaire de Street Reach, à Winnipeg, au Manitoba.

Defend Dignity demande aux Canadiens de signer une pétition en ligne, à <http://www.familyfriendlywifi.ca> demandant que Starbucks place un filtre sur son service Wi-Fi public dans tous ses établissements au Canada. Starbucks au Royaume-Uni affiche fièrement le logo « Friendly Wi-Fi » (Wi-Fi convivial), qui signifie que tous les sites Internet contenant de la pornographie, y compris de la pornographie juvénile, ont été bloqués. Defend Dignity maintient que Starbucks, au Canada, doit emboîter le pas, faisant remarquer que d'autres chaînes de restauration rapide au Canada, comme McDonalds, Tim Horton's et Second Cup disposent de bons filtres sur leur Wi-Fi public. Defend Dignity exhorte le public à signer et à faire circuler cette pétition pour régler cet aspect de la traite.

### **Initiative de formation en ligne pour lutter contre la traite de personnes**

Prenant appui sur la réussite de son initiative de formation en ligne pour lutter contre la traite de personnes, qui a été adoptée par plus de 2000 fournisseurs de service en Ontario et Canada, l'entreprise MCIS Language Solutions est en train de préparer le lancement de quatre nouveaux modules de formation en ligne sur la traite de personnes. Ces séances de formation seront gratuites et chacune d'entre elles durera environ deux heures. Chaque séance de formation abordera la question de la traite de personnes du point de vue d'un type de fournisseur de service particulier, y compris :

- Les professionnels qui travaillent avec des enfants.
- Les juristes et parajuristes
- Les professionnels de l'application de la loi
- Les professionnels des soins de santé

Chaque version de la formation inclura un aperçu des principes fondamentaux de la traite de personnes au

Canada, ainsi que des indicateurs, les renvois et les interventions propres à l'industrie.

La formation sera disponible en juin 2016, et les personnes qui la suivront pourront recevoir un certificat d'accomplissement. Visitez régulièrement le site [www.helpingtraffickedpersons.org](http://www.helpingtraffickedpersons.org) pour savoir quand cette formation sera disponible ou communiquer avec Veronica Costea, à [veronica@mcis.on.ca](mailto:veronica@mcis.on.ca) ou au 416-467-3096 pour de plus amples renseignements.

### **Participation de la GRC au [Groupe d'experts sur la traite de personnes d'INTERPOL (IHTEG)]**

La Gendarmerie royale du Canada (GRC) est membre du Groupe d'experts sur la traite de personnes d'INTERPOL (IHTEG), le seul organisme international qui encourage les communications et facilite l'interaction avec la collectivité internationale de l'application de la loi sur cette question. Les pays participants se rencontrent régulièrement pour obtenir et partager les renseignements sur les nouvelles tendances mondiales concernant la traite de personnes, s'échanger des pratiques exemplaires pour combattre ce crime et s'entraider dans le cadre d'enquêtes sur des cas de traite de personnes. Le Centre national de coordination contre la traite de personnes (CNCTP) de la GRC a participé à la réunion de l'IHTEG de mars 2016.

En avril 2016, le CNCTP a participé à une mission d'évaluation des besoins dirigée par INTERPOL dans les pays membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) dans le cadre d'un projet financé par Affaires mondiales Canada pour former et faciliter la coopération pour les enquêtes liées à la traite de personnes dans l'ensemble de l'Amérique du Sud, de l'Amérique centrale et des Caraïbes. Le CNCTP de la GRC, en consultation avec des organismes d'application de la loi, des avocats et des fournisseurs de services, a travaillé en partenariat avec le Collège canadien de police pour élaborer le Cours d'enquêteur sur la traite de personnes (HTIC), un cours d'une durée de cinq jours à l'intention des organismes canadiens d'exécution de la loi. Ce cours comprend une séance approfondie sur les lois relatives à la traite de personnes et de l'information sur des aspects variés tels que les techniques d'enquête efficaces, les effets du traumatisme vécu par une personne victime de traite, les techniques d'entrevue, la façon de favoriser la confiance et d'obtenir la coopération des victimes,

et des études de cas positifs en matière de traite de personnes.

La prochaine session pour le cours HTIC est prévue aux dates suivantes : du 31 octobre au 4 novembre, 2016. Pour obtenir plus de renseignements sur ce cours, veuillez visiter le site <http://www.cpc.gc.ca/fr/htic> **ACT Alberta a publié deux nouvelles ressources**

### Une infographie pour briser les mythes

La traite de personnes est un problème qui fait l'objet d'une attention de plus en plus importante de la part du gouvernement, des organismes d'application de la loi et du grand public. Malheureusement, le discours sur la traite de personnes a souvent tendance à faire du sensationnalisme et à déformer sa réalité locale. ACT Alberta a créé la Myth Busting Infographic (infographie pour briser les mythes) pour remettre en question et corriger les idées fausses au sujet de la traite de personnes en Alberta. L'infographie est disponible à l'adresse :

[http://www.actalberta.org/mwg-internal/de5fs23hu73ds/progress?id=ANdXvymBVHSqrc6jSFuQZIfCig5uzLbEkd1Rkaj\\_3M8](http://www.actalberta.org/mwg-internal/de5fs23hu73ds/progress?id=ANdXvymBVHSqrc6jSFuQZIfCig5uzLbEkd1Rkaj_3M8).

### Pamphlet d'études de cas

ACT Alberta a publié un pamphlet d'études de cas pour partager les récits de personnes victimes de la traite. Les récits ont été adaptés à partir de cas réels de clients aiguillés vers ACT Alberta. Cette ressource a pour objet de favoriser une compréhension plus juste des réalités de la traite de personnes en Alberta. La brochure est disponible à l'adresse [http://www.actalberta.org/mwg-internal/de5fs23hu73ds/progress?id=N5ZmdTGHOqOh\\_1k86aA7Avd3nJokfF0Y0MZcbrxY70](http://www.actalberta.org/mwg-internal/de5fs23hu73ds/progress?id=N5ZmdTGHOqOh_1k86aA7Avd3nJokfF0Y0MZcbrxY70).

### **Application du site Web « Iamnot4sale »**

EGADZ (un centre pour les jeunes au centre-ville de Saskatoon) a dévoilé son initiative de sensibilisation sur le Web « I Am Not for Sale » (je ne suis pas à vendre), comme moyen pour lutter contre la violence et les abus envers les femmes et les jeunes. Un nouveau site Web, [www.IAmNot4Sale.ca](http://www.IAmNot4Sale.ca), et une application pour les téléphones intelligents ont été créés par des jeunes pour aider les personnes vulnérables qui sont exploitées sexuellement et victimes de la traite sur les médias sociaux.

L'application gratuite offre un accès immédiat à des ressources 24 heures sur 24 et à des aides confidentielles et pertinentes offrant des solutions sécuritaires et positives et, au besoin, un accès à une intervention immédiate d'un organisme communautaire.

## Recherche et publications

### Premier rapport annuel de la Ottawa Coalition to End Human Trafficking

En mai 2016, la Coalition (Ottawa Coalition to End Human Trafficking : OCEHT) a publié son premier rapport annuel sur l'accès aux services par des personnes victimes de traite dans la RCN (de novembre 2014 à décembre 2015). L'objectif de ce rapport est de cerner les lacunes et les obstacles concernant l'accès et la disponibilité des services, des soutiens et des ressources rencontrés dans notre communauté par les personnes qui ont échappé ou qui sont en train d'échapper à une situation de traite. Le rapport met l'accent sur les domaines pour lesquels une amélioration des services, l'élaboration de nouveaux services ou des partenariats pourraient être requis, ou pour lesquels des services n'existent tout simplement pas, et qui, par conséquent, exigent une attention ou des mesures particulières de la part des législateurs, décisionnaires et/ou régimes de financement. Ces obstacles ont été observés entre novembre 2014 et décembre 2015 par des membres de l'OCEHT.

L'OCEHT s'efforce d'être transparente et de servir le public et la communauté. L'OCEHT indique que 2015 a été une année de changement pour l'organisme et que ce rapport met en évidence ces changements importants qui ont été apportés à l'infrastructure et aux activités de l'année 2015. Le rapport offre également un aperçu de nouvelles initiatives et de nouveaux projets prévus pour l'année à venir. Le rapport est accessible à l'adresse :

<http://www.endhumantrafficking.ca/human-trafficking/annual-report-on-barriers/>

### Le Protocole de Palerme et le Canada : l'évolution et les répercussions sur les droits de la personne des lois anti-traite au Canada (2002-2015)

Ce projet de recherche concertée mené par des criminologues de l'Université Fraser Valley, M<sup>me</sup> Hayli Millar, Ph. D., M<sup>me</sup> Tamara O'Doherty,

Ph. D. et la SWAN Vancouver Society évalue de manière critique l'état des efforts juridiques canadiens de lutte contre la traite de personnes plus de dix ans après la ratification du protocole de l'ONU sur la traite de personnes (Protocole de Palerme). Les chercheurs partagent leurs importantes conclusions préliminaires et recommandations, y compris le besoin vital de rendre plus présents et de mieux faire connaître les besoins, les réalités et les perspectives des immigrants et travailleurs du sexe migrants dans le discours dominant sur la traite de personnes dans le contexte canadien et de contester un discours universel, hautement sexiste et racialisé et involontairement préjudiciable et qui confond le commerce du sexe avec la traite de personnes.

<http://www.ufv.ca/media/assets/criminology/Palermo-Project-Key-Findings-Report-15-October-2015-with-copyright-2.pdf>

## Proposer des articles

Pour proposer des articles sur des activités, des événements, des nouvelles ou des histoires concernant la traite de personnes, veuillez envoyer vos suggestions à [HTT.GTTP@Canada.ca](mailto:HTT.GTTP@Canada.ca)

### Coordonnées

Pour en savoir davantage sur le bulletin d'information ou pour ajouter votre nom à la liste de distribution, veuillez envoyer un courriel à [HTT.GTTP@Canada.ca](mailto:HTT.GTTP@Canada.ca)

Pour télécharger une version électronique du bulletin d'information, cliquez sur

<http://www.publicsafety.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/hmn-trffckng-nwsltr-2016-01/index-fra.aspx>

Le présent bulletin d'information est distribué un maximum de trois fois par année par la **Division des crimes graves et du crime organisé** de **Sécurité publique Canada** et son contenu est fourni par les intervenants canadiens œuvrant dans la lutte contre la traite de personnes. Sa pertinence repose sur l'information fournie par nos partenaires. Le contenu et l'information contenus dans ce bulletin ne correspondent pas nécessairement aux vues du gouvernement du Canada ou de Sécurité publique Canada.

ISSN 2291-8183